

## Web, parodie et censure : l'indignation à dimension variable des médias

Journalistes et responsables socialistes avaient crié à la "censure" et au droit à la caricature sur le Web lors des suppressions par l'UMP de comptes détournés de Nicolas Sarkozy sur Twitter. 2 semaines plus tard, les médias se font beaucoup plus discrets pour dénoncer la fermeture à la demande du PS du compte parodique de François Hollande.

Avec Atlantico.fr

Y'aurait-il deux poids, deux mesures dans le traitement médiatique de cette campagne présidentielle ? **La suppression (dans l'indifférence générale) de la page parodique de « François Mollande », avatar humoristique sur Facebook du candidat socialiste, pose des questions sur la neutralité du Web politique.**

A gauche comme à droite, la tradition du Web se veut potache et volontiers subversive. Les attaques politiques prennent du coup des allures humoristiques : la participation au débat politique se fait par le biais de la parodie et du second degré.

**Mais si le parti socialiste la joue défenseur de la liberté de parodier et pourfendeur de la censure... lorsque la victime de cette parodie est Nicolas Sarkozy, le parti à la rose est beaucoup plus frileux lorsqu'il s'agit de voir son candidat se faire ridiculiser par des internautes facétieux.**

Le PS a donc réclamé (et obtenu) le retrait par Facebook de la page parodique de François Mollande et de sa timeline qui revenait avec humour sur le parcours virtuel de ce « candidat normal ». Des saillies plus ou moins drôles... qui n'ont pas fait rire du côté de la rue de Solferino.

Mais s'il y a une forme de « tartufferie » (le mot est paraît-il revenu à la mode) à faire au mois de mars ce que l'on combattait en février, le PS ne fait in fine que défendre les intérêts de son candidat en faisant retirer une page désobligeante pour un François Hollande médiatiquement sanctifié.

**Mais que font alors les journalistes ? On avait cru comprendre ces dernières semaines que le parti présidentiel s'était transformé en commissariat stalinien à l'information stalinien pour avoir demandé la fermeture de comptes Twitter détournant l'identité de Nicolas Sarkozy...**

Les journalistes de France et de Navarre ne semblent pourtant pas s'émouvoir de la censure manifeste du parti socialiste qui a cloué le bec en deux heures aux pitres de l'UNI, le syndicat étudiant de droite qui était derrière cette parodie bon enfant. Liberté de parodier à sens unique ?